

N^o. XLII.

L'AMIDUPEUPLE

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE A
LA PATRIE, du Moniteur, & du PLAN DE
CONSTITUTION, etc.

Viram impendere vero.

Du Jeudi 29 Octobre 1789.

DÉCRET qui exclut du Ministère les Mem-
bres de l'Assemblée; — Décret qui exclut l'e
faillis des assemblées & politiques. — Obser-
vations sur la détension de MM. Martin &
Duval de Stain.

Du Jeudi 8 Décembre 1789.

ASSEMBLEE NATIONALE.

Séance du 27 Octobre 1789,

M. MOREAU de Saint-Mery, venoit d'annon-
cer à l'Assemblée que le district de Saint-Martin-

O

des-Champs avoit révoqué l'arrêté, par lequel il prescrivait l'exécution de la loi martiale dans toute l'étendue de son ressort, lorsqu'on est rentré dans l'ordre du jour.

En conséquence, « M. Pethion de Villeneuve a proposé que tous ceux qui jouiroient de pensions accordées par le pouvoir exécutif, ou d'emplois concédés par le même pouvoir, & révocables à sa volonté, fussent déclarés inhabiles à élire ou à être élus dans les diverses assemblées politiques, comme étant dans la dépendance immédiate & sous la volonté du pouvoir exécutif ». La motion a donné lieu à un Décret qui exclut du Ministère les membres de l'assemblée pendant le reste de la session.

Il est bien à regretter que l'assemblée n'ait pas consacré la motion de M. de Pethion de Villeneuve, & qu'aux voies directes de corruption, elle n'ait pas ajouté les voies indirectes : nous les avons développées dans notre plan (1) de constitution; & nous y renvoyons nos lecteurs.

Le Comte de Mirabeau a proposé d'adopter une loi en vigueur à Genève, & fort applaudie par Montesquieu. Elle exclut de tout

(1) Page 27, il y a quatre mois que j'ai fourni le sujet de cette motion, & je lui avois donné une extension bien plus considérable.

emploi civil ou politique les faillis , & leurs enfans , à moins qu'ils n'aient payé les dettes de leurs peres. « Ce n'est point ici , a dit l'orateur , un simple loi fiscale ; c'est une loi morale , propre à créer la confiance , à régénérer la bonne foi dans le commerce , & à assurer la splendeur d'un empire. Comment confieroit-on l'administration des affaires publiques à celui qui n'auroit pas su gérer ses affaires particulieres ? Cette motion a excité de vifs applaudissemens , & l'Assemblée a décrété qu'aucun failli , banqueroutier ou débiteur insolvable , ne pourra être ni électeur ni éligible , ni rester membre d'aucune Assemblée municipale , provinciale ou nationale.

Se peut-il qu'il ne se soit trouvé dans l'Assemblée , aucun homme d'un génie assez étendu , & d'une ame assez élevée pour généraliser la proposition , & la ramener à l'ensemble de vertus qui forment l'honnêteté publique ? Se peut-il que celui qui l'a faite , & à qui on ne sauroit refuser un esprit cultivé , de grandes connoissances , & des vues politiques ; l'ait envisagée précisément sous le seul point de vue bizarre qu'elle offre ; qu'il l'ait fixée du côté mercantile , au lieu de la fixer du côté moral. Car quel rapport a-t-il trouvé entre un négociant , un marchand , un détailliste , & un homme d'état ?

Quelle injustice d'ailleurs , de faire de tout banqueroutier insolvable , un for ou un fripon ? Souvent une banqueroute est la suite d'événement

mens désastreux , & plus souvent de la mauvaise foi d'autrui : l'homme le plus honnête , le plus habile y est exposé comme un autre. Et puis , quand elle seroit toujours scandaleuse ; n'y a-t-il donc que le manque de bonne foi qui doive faire proscrire un candidat. Le défaut de délicatesse , la vénalité , les concussion , les déprédations , le jeu , l'agiotage ne devraient-ils pas être également des titres de réprobation ? Le décret contre les banqueroutiers a été étendu aux fils qui jouiroient de l'héritage d'un pere décédé en faillite , jusqu'à ce qu'il en ait acquitté les dettes.

Avant de lever la séance , l'assemblée a appris que le Roi avoit sanctionné le décret qui abolit toutes convocations par ordre ; & qui ordonne que les élections des députés suppléans soient faites par tous les citoyens sans distinction de rangs.

On pourroit croire d'après cela , que l'aristocratie est anéantie pour toujours. O douleur ! nous allons la voir renaître d'une manière plus allarmante que jamais Elle ne regne plus à la Cour , & elle est réduite à se cacher dans l'assemblée nationale ; mais elle se montre effrontément dans les districts (1) & elle domine dans les municipalités.

(1) Nous ne rappellerons pas ici , les actes multipliés d'autorité , d'injustice , d'oppression

*Observations de l'Auteur sur la détention de
MM Martin & Duval de Stain.*

Proposer ce qu'on croit utile & nécessaire au bien commun, est le droit incontestable de chaque membre d'une association politique, rien de ce qu'ils peuvent dire pour le salut de l'Etat, ne doit faire contre eux matière à reproche, beaucoup moins sujet de délit. S'ils s'égarent, c'est à l'Assemblée à les éclairer : s'ils s'écartent des règles établies, c'est à l'Assemblée à les ramener à l'ordre ; à elle seule appartient la police de ce qui se passe dans son sein, & quel que soient ses décisions, elles ne pourroient gêner la liberté des opinions ou des suffrages, sans renverser les principes mêmes qui lui servent de fondement.

Ces principes, recus de toute Société civile, sont consacrés par l'Assemblée nationale. Il étoit réservé à la Municipalité Parisienne de les fouler aux pieds sans pudeur, pour se venger avec barbarie des Citoyens courageux dont elle redoutoit les regards pénétrants. Qui ignore

que la municipalité parisienne vient d'accumuler dans l'espace de quelque mois ; & dont peu de gouvernements républicains fourniroient autant d'exemples dans un siècle entier. Nous nous bornerons à des traits de tyrannie si révoltans que les gouvernemens les plus despotiques en offrent peu de pareils.

les noirs attentats contre deux Citoyens, qui ont si bien mérité de leurs compatriotes, & dont ils sont abandonnés lâchement.

Depuis onze mois, le Peuple exposé à périr de faim, ou à se nourrir d'un aliment dangereux, cherchoit avec anxiété les auteurs de sa misère : il savoit bien que l'Ecole Militaire, étoit l'entrepôt des farines accaparées par le Gouvernement ; & il n'ignoroit plus que c'étoit là surtout que se faisoit la manipulation des farines gâtées. Ces faits, révélés par les manœuvres, les charretiers, qu'on avoit employés, auroient pu former un corps de preuves juridiques : on négligea de les recueillir, & ils ne servoient encore qu'à nourrir l'inquiétude du Peuple, lorsque le District de Saint-Martin-des-Champs, prenant enfin la noble résolution de percer le mystère, chargea MM. Martin & Duval, conjointement à deux anciens Boulangers de Paris, de faire des perquisitions à l'Ecole-Militaire. Bientôt le public apprit avec effroi les honteuses malversations exercées par l'administrateur des finances, sous les auspices de la municipalité. Le procès-verbal qui les constate, chef-d'œuvre de clarté, d'ordre, de naïveté, est l'ouvrage de ces Citoyens estimables ; il méritoit une couronne civique ; mais bientôt il devint aux yeux des agens municipaux allarmés le plus impardonnable des crimes ; ils mirent tout en œuvre pour l'étouffer, & n'attendirent plus qu'un prétexte pour faire tomber sur ses auteurs le poids de leur vengeance. Il ne tarda pas à se présenter.

La loi martiale venoit d'être décrétée ; elle allarmoit tous les vrais Citoyens. Plusieurs

districts réclamerent (1) ; celui de Saint-Martin se distingua par un arrêté glorieux (2), & l'on conçoit bien que des Citoyens aussi clairvoyans que messieurs Martin & Duval, pressentirent mieux que personne les suites funestes de ce décret terrible. L'un d'eux fut chargé d'exprimer, dans un projet décrété, le vœu de l'Assemblée. L'autre avoit opiné que tous les bons Citoyens s'abtinssent de porter l'uniforme jusqu'à ce que le décret fut révoqué. Pour perdre ces hommes clairvoyans, que font les ennemis publics, désespérés de voir les malversations de l'Ecole-Militaire, exposées au grand jour, ils s'assemblent à la hâte, & dans un conseil nocturne, ils controuvent mille propos scandaleux ; puis ils vont solliciter l'ordre d'arrêter

(1) Ceux de la Trinité & des Petits Peres ont arrêté de faire supplier l'Assemblée Nationale, par les Représentans de la Commune, de reitrer la loi martiale, crainte que cette loi ne jetta la division parmi les Citoyens.

(1) Au milion des applaudissemens donnés aux faits recueillis à l'Ecole-Militaire, par messieurs Martin & Duval, il est constant que quelques voix s'éleverent dans l'assemblée, pour dépriser quelques-unes des découvertes du procès-verbal. Or, n'y auroit-il pas dans l'assemblée de ce district, des membres du comité des sub-sistances ? Question à éclaircir.

les deux patriotes. Affaillis par cent misérables, ils sont traînés à l'Hôtel-de-ville, où on les interroge sur des faits controuvés, sur des prétendus propos tenus la veille ; & au mépris de toutes les loix, on les jete dans des cachots. Bientôt des bruits scandaleux circulent de tous côtés, toutes les plumes vénales sont mises en œuvre ; des libels atroces sont distribués gratuitement & avec profusion aux colporteurs, & la calomnie circule librement dans le public, sous les auspices de ce même comité de police, qui depuis si long-temps consacre les soins de sa vigilance à étouffer les écrits patriotiques.

Au bout de 48 heures, on les traduit à l'audience du Lieutenant-Criminel ; ils demandent de quel crime on les accuse, on leur répond qu'il n'y a point de plainte formée, qu'ils sont seulement seulement de s'être opposés à l'exécution de la loi martiale. Dès-lors, ils n'ont pu avoir copie, communication, ni même connoissance des causes de leur emprisonnement ; & ces martyrs de la liberté continuent à gémir dans une prison comme des malfaiteurs.

Je le répète, ces dignes citoyens sont innocens de tous les propos violens que la calomnie, & l'esprit de vengeance leur ont imputés : ils n'en ont tenu aucuns déplacés, dans l'assemblée de leurs districts ; puisqu'ils n'y ont pas été rappelés à l'ordre ; & il est absurde de leurs faire un crime d'avoir fait appercevoir

appercevoir les inconvéniens de la Loi martiale, puisque l'Assemblée a consacré par son arrêté, leurs observations. Enfin quand ils auroient tenu dans l'assemblée des propos violens, ils n'en doivent compte à aucun tribunal humain; beaucoup moins encore à la municipalité, qui les persécute avec fureur. Innocens aux yeux de la loi, ils doivent l'être aux yeux de leurs concitoyens, & il n'est aucun homme de bien qui ne doive épouser la cause de ces défenseurs du peuple, de ces martyrs de la liberté. Quoi, faut-il qu'après avoir écrasé le despotisme ministériel, nous gémissions sous la tyrannie municipale, sous les yeux même de l'Assemblée nationale.

Elle a décrété que nulle poursuite ne pourroit se faire qu'en vertu d'une plainte; & que la prise de corps ne pourra être prononcée contre les domiciliés, que dans le cas où la nature des charges emporteroit peine corporelle: & la municipalité Parisienne s'est permis de faire jeter dans des cachots deux innocens.

L'Assemblée a décrété qu'au bout de vingt-quatre heures, tout détenu seroit interrogé & recevrait copie de la plainte rendue contre lui: & voilà plus de trois semaines que ces innocens n'ont pu obtenir connoissance des motifs de leur détention: mais de quoi les accuseroit-on? il n'y a point de plainte contre eux.

L'Assemblée a décrété que les loix sont la sauve-garde des citoyens : & la municipalité Parisienne, fait des loix un instrument de fureur pour écraser ses propres ennemis.

L'Assemblée nationale qui s'est montrée si jalouse de maintenir ses décrets, contre la chambre des vacations de Rouen, les voit-elle tranquillement fouler aux pieds par la municipalité de Paris, corps éphémère, dont la composition ne commande rien moins que le respect, qui renferme dans son sein des ennemis publics, des hommes sans principes, sans vertus, sans mœurs; des hommes déshonorés par le crime (1); un corps qui s'est rendu odieux, par des attentats multipliés contre les citoyens; par sa connivance avec le grand artisan de nos misères; un corps que les bons patriotes regardent comme l'ennemi mortel de la liberté; un corps, en un mot, chargé de l'exécration publique?

L'Assemblée nationale s'est déclarée l'appui des opprimés; laissera-t-elle gémir dans des cachots, deux innocens, que persécute le

(1) Le fleur de R.... est encore dans l'Assemblée générale des Représentans de la Commune, & il y a été dénoncé par trois citoyens & à plusieurs reprises, comme un escroc infâme.

nouveau despotisme ? Elle vient de couvrir de sa protection le vicomte de Caraman soupçonné d'une conduite anti-patriotique, abandonnera-t-elle à ses yeux deux amis de la liberté ?

A V E R T I S S E M E N T.

L'Auteur extrêmement mécontent de la manière dont son Journal a été exécuté en son absence, a pris des mesures pour satisfaire ses souscripteurs : il leur offre aujourd'hui un ancien Numéro , où il plaide une cause chère à son cœur, celle de deux citoyens opprimés.

Dès demain le Journal sera au courant, & on donnera les anciens Numéros pour compléter la collection.

Sous peu de jours on indiquera le Bureau de souscription , qui sera tenu chez moi , pour la sûreté des souscripteurs.

On souscrit à Paris, chez DUFOUR, rue des Cordeliers, n°. 6.

Le prix de la Souscription est de 12 liv. pour trois mois, franc de port par la poste.

DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.

nouveau despotisme ! Elle vient de convertir de
la protection le vicomte de Carman soupçonné
d'une conduite anti-patriotique, abandonnera-
t-elle à ses yeux deux amis de la liberté ?

AVERTISSEMENT.

L'Auteur extrêmement mécontent de la ma-
nière dont son Journal a été exécuté en son
absence, a pris des mesures pour satisfaire
ses souscripteurs : il leur offre aujourd'hui un
ancien Numéro, où il plaide une cause chère
à son cœur, celle de deux citoyens opprimés.
Dès demain le Journal sera au courant,
et on donnera les anciens Numéros pour com-
pléter la collection.
Pour peu de jours on indiquera le Bureau
de souscription, qui sera tenu chez moi, pour
la suite des souscripteurs.

On s'inscrit à Paris, chez DUBOIS, rue des
Cordeliers, n°. 6.

Le prix de la souscription est de 12 liv. pour
trois mois, franc de port par la poste.

DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.